

## LE PARC NATIONAL DES GALAPAGOS : UN TERRITOIRE DISPUTE

Christophe GRENIER  
*Université de Nantes*

Dans "L'idéal et le matériel", M. Godelier (1984) donne du territoire la définition suivante :

"On désigne par territoire une portion de la nature et donc de l'espace sur laquelle une société déterminée revendique et garantit à tout ou partie de ses membres des droits stables d'accès, de contrôle et d'usage portant sur tout ou partie des ressources qui s'y trouvent et qu'elle est désireuse et capable d'exploiter" (p. 112).

Comme l'indiquent les cartes de l'ouvrage d'où est tirée cette définition du territoire, les objets d'étude de cet anthropologue, comme ceux de certains géographes, sont circonscrits : ils sont singuliers et situés. La singularité de l'objet étudié comme sa situation sur la Terre peuvent faire prendre conscience aux géographes, anthropologues ou naturalistes "de terrain" qu'ils ont comme champ scientifique une planète finie. Or les limites de la planète ne sont pas seulement physiques : aujourd'hui, c'est historiquement que la Terre est finie, en tant que "Système Monde" (Dollfus, 1990). En effet, c'est la première fois dans l'histoire que ce qui est désormais en jeu pour l'humanité, c'est l'avenir de "l'écoumène" au sens d'A. Berque (1996) : car notre espèce a un espace aux dimensions de la planète et l'action de l'homme peut modifier, à distance ou non, n'importe quel point du globe.

Que la Terre soit limitée signifie que chaque cas étudié – un lieu, un territoire, une ethnie ou un écosystème donné – est un objet unique et non reproductible. Cela oblige à considérer la singularité de chaque objet étudié – dans le cas présent, un territoire donné – comme un témoignage irremplaçable de la diversité des façons d'habiter la Terre. Or ces cas singuliers sont aujourd'hui soumis à des phénomènes spatiaux d'échelle mondiale – tels que le marché globalisé, ou l'Etat territorial et sa course au développement – dont les logiques planétaires, en se surimposant aux particularismes locaux, tendent à les recomposer en les annihilant en tant que tels : transformation rapide et totale de certains lieux, bouleversements radicaux de paysages, aliénation territoriale, déplacements ou extinction d'ethnies, érosion massive de biodiversité, etc.

C'est pourquoi, bien que reprenant à mon compte l'essentiel de la définition de M. Godelier, je me démarque d'elle sur un point. Plutôt que de rapporter le territoire à "une société déterminée", je préfère partir de sa base géographique, c'est-à-dire de cette "portion de l'espace" qui le fonde. Or, il n'existe plus aujourd'hui de "portion de l'espace" terrestre qui ne puisse être soumise – réellement ou potentiellement – à l'action de certains groupes humains ou à ses conséquences, ceux-ci fussent-ils lointains de plusieurs milliers de kilomètres. Les ressources comprises dans n'importe quel territoire peuvent donc être utilisées par divers acteurs, informés selon les cas par des logiques d'extension mondiale (le marché, la science, etc.), nationale (la souveraineté étatique) ou locale (vivre sur place).

Il s'ensuit des contradictions débouchant parfois sur des crises, comme c'est actuellement le cas dans le parc national des Galápagos.

### **Les Galápagos avant le parc national : un "espace ouvert", territoire de personne et de tous**

C'est la situation géographique des îles Galápagos qui explique la singularité de leur nature et une bonne part de leur histoire humaine. Les mille kilomètres séparant les Galápagos du continent sud-américain constituent une distance à la fois assez réduite pour avoir autorisé l'arrivée d'organismes terrestres particuliers, et un isolement assez poussé pour avoir permis à certains de ces organismes de spécié, d'où les forts taux d'endémisme dans l'archipel. L'isolement relatif des Galápagos explique aussi que le peuplement humain n'y soit permanent que depuis les années 1870; et c'est parce ces îles ont été parmi les dernières à avoir été englobées dans l'écoumène qu'elles sont, depuis la brève escale qu'y fit Darwin en 1835, l'endroit le plus étudié de la Terre par les naturalistes.

Cependant, depuis au moins deux siècles, les Galápagos avaient été librement utilisées par des acteurs étrangers : d'abord les pirates britanniques, puis les baleiniers américains et enfin les naturalistes occidentaux. Ces usagers, en se servant des Galápagos comme refuge et base d'attaque, comme relais de navigation ou terrain de chasse et, pour finir, comme lieux de collecte et de recherches, avaient intégré les îles à leurs réseaux transnationaux. Les Galápagos étaient alors un "espace ouvert" (Grenier, 1994), libres de toute autorité étatique. L'espace ouvert appartient à une structure spatiale réticulaire : il n'existe que par son inclusion dans des réseaux transnationaux. Comme les réseaux se définissent par les communications, l'espace ouvert est créé et utilisé à leur gré par ceux des acteurs qui ont les moyens de s'y rendre. Or, l'utilisation des Galápagos au sein de ces réseaux successifs a provoqué d'énormes pressions sur les écosystèmes insulaires (Epler, 1987) : même s'ils ne s'appuient pas toujours

sur des installations humaines permanentes, les réseaux peuvent permettre des actions déterminantes sur les lieux et les espaces qu'ils relient.

Après l'annexion des Galápagos par l'Équateur en 1832, la faiblesse de l'État de tutelle explique que leur colonisation ait d'abord été le fait d'entreprises privées, qui y ont installé des "haciendas" concentrationnaires (Silva, 1992). Les Galápagos sont restées répulsives longtemps après la fin de ces territoires privés, car l'Équateur ne pouvait toujours pas garantir à ses citoyens, de façon fiable et régulière, l'accès à sa lointaine dépendance insulaire et, *a fortiori*, son contrôle ou l'usage de ses ressources. Mais, à la veille de la seconde guerre mondiale, tout en continuant d'être un espace ouvert aux naturalistes occidentaux et aux chalutiers californiens, les Galápagos, désormais reliées deux fois l'an au continent par un navire de la Marine, sont aussi devenues un espace marginal du territoire équatorien.

Jusqu'à la création du parc national, en 1959, l'histoire des Galápagos peut ainsi se résumer à une dialectique de l'espace ouvert – fonctionnant sur le mode spatial des réseaux – et de la progressive affirmation de la souveraineté équatorienne sur cet espace par son intégration à un territoire national organisé selon une structure aréolaire.

### **La création du Parc National des Galápagos (PNG) : un territoire équatorien ou "des îles pour la science" ?**

En 1959, l'Équateur, l'UNESCO et l'UICN<sup>1</sup> créent le Parc National des Galápagos et y installent une station scientifique sous l'égide de la Fondation Charles Darwin (FCD), une ONG naturaliste internationale. Pour l'Équateur, c'est la souveraineté patrimoniale sur les ressources naturelles de l'archipel, affirmée lors de la création du parc national (Larrea, 1982), qui prépare sa souveraineté territoriale sur les Galápagos, selon le processus suivant.

Le parc national, livré à une recherche scientifique très médiatisée, doit susciter l'intérêt des entreprises touristiques et celui des organisations conservacionnistes internationales sur les Galápagos. Or, une fois que l'afflux des visiteurs étrangers et des fonds internationaux pour la conservation permettra la création d'une économie de services aux Galápagos, celles-ci seront enfin attractives pour les citoyens du pays comme pour diverses institutions et entreprises équatoriennes. Peuplement et développement renforceront la souveraineté de l'Équateur sur son territoire insulaire.

Ce n'est qu'à partir des années soixante-dix, grâce aux revenus tirés du pétrole, que l'État plante ses administrations dans ce qui devient, en

---

1. L'Union Mondiale pour la Nature (UICN) est une organisation créée en 1948 pour la protection et la conservation de la nature. (N.D.L.R.)

1973, la "province insulaire" de l'Equateur, de façon à y faciliter les migrations pour "remplir le cadre" (Moreano, 1991) de ce territoire. L'Etat équatorien a donc fait mine de composer avec les naturalistes, en fermant ou en conservant 97% des Galápagos, afin de mieux ouvrir ce qui reste et de s'appropriier ainsi l'ensemble de l'archipel.

Car la priorité de l'Etat dans l'archipel est avant tout celle de la souveraineté nationale et du développement économique, tandis que son désintérêt pour la conservation du PNG est patent. L'administration nationale chargée de la conservation du Parc, le "*Servicio Parque Nacional Galápagos*" (SPNG), n'a été créée qu'en 1968 et elle est restée sans réels moyens jusqu'en 1976, année de l'acquisition de ses premiers bateaux. Depuis, les capacités d'opération du SPNG ont fluctué en fonction des gouvernements mais sont toujours restées ridiculement faibles par rapport aux besoins.

Ainsi, pour un archipel de quelques 8000 km<sup>2</sup> englobant 45 000 km<sup>2</sup> d'eaux intérieures, le SPNG ne disposait en 1994 – l'année où ses moyens sont les plus conséquents (ils ont diminué depuis) – que d'un budget de 400 000 dollars, de 4 petits patrouilleurs et de 75 employés, dont seulement 51 gardes-parc; soit un rapport, cette année-là, d'un garde-parc pour 235 habitants et pour 918 touristes. Le PNG est donc resté un espace ouvert à l'usage de ceux qui ont des bateaux à la vitesse et au rayon d'action supérieurs à ceux du SPNG, c'est-à-dire la quasi totalité des embarcations de tourisme et de pêche opérant dans l'archipel...

Face à la logique nationaliste de l'Etat en œuvre aux Galápagos, les préoccupations d'ordre universel – comme la science (parce que celle-ci est une explication de l'univers) – ou mondial – comme la conservation de la nature (parce que ses acteurs se sentent concernés par la Terre entière) – qui animent les naturalistes pour créer un parc national dans l'archipel semblent bien naïves<sup>2</sup>.

Le projet des naturalistes était de "geler" les Galápagos pour la science. En effet, lors de la création du PNG, les naturalistes s'inspirent du Traité de l'Antarctique, signé en cette même "Année Géophysique Internationale" de 1959. Or en Antarctique, les naturalistes se considèrent comme "les légataires universels de l'humanité (...) sur un continent pour la science" (Nicholson, 1973). Les Galápagos seraient-elles des "îles pour la Science"? L'expression est employée par J. Dorst (1974), l'un des créateurs de la FCD, lors de la Deuxième Conférence Mondiale sur les Parcs Nationaux :

---

2. Notons que la science "universelle" et la conservation "mondiale" de la nature sont occidentales : 95% des recherches naturalistes effectuées aux Galápagos sont le fait de chercheurs originaires d'Amérique du Nord ou d'Europe (Grenier, 1996) ; et les directeurs de la Station Darwin comme les présidents de la FCD ont toujours été Américains ou Européens.

"Tous les Etats dont le territoire national comprend des îles remarquables doivent accepter de constituer ce fond commun, d'un intérêt scientifique extrême, d'"Iles pour la Science", et préserver celles-ci de toutes perturbations".

Ce projet de conservation pour la science, ou de territoire pour naturalistes, était dans l'air dès l'inauguration de la Station Darwin, quand J. Huxley (1964), premier secrétaire général de l'UNESCO et l'un des pères de la théorie synthétique de l'évolution, avait pour les Galápagos le projet suivant :

"Faisons des Galápagos un mémorial vivant de Darwin, pas seulement un musée de l'évolution en marche mais un important laboratoire pour l'avancement de l'écologie évolutionniste..."

Les naturalistes se sont donc eux-mêmes investis, aux Galápagos, d'une mission qui ressemble fort à leur rôle de "légataires universels" en Antarctique. Grâce à leur présence permanente dans l'archipel, ils veillent au respect des lois du Parc National. Ils conseillent également le gouvernement équatorien pour mettre en valeur l'aire protégée, notamment sous la forme d'un tourisme de croisières. Enfin selon J. Dorst (1959), comme :

"...les destructions les plus sérieuses sont imputables aux habitants des îles, insuffisamment informés de la valeur des Galápagos sur le plan de la science (...) ce sera l'un des rôles de la Station biologique que d'éduquer la population par des méthodes appropriées (...) afin qu'elle comprenne que la protection de la nature est une impérieuse nécessité aux Galápagos en raison de l'intérêt scientifique exceptionnel de leur faune".

Par conséquent, ces naturalistes estiment, eux aussi, que les Galápagos sont leur territoire, dont ils protègent la nature en fonction d'usages et de représentations scientifiques (Grenier, 1995). Mais le territoire que les naturalistes espéraient aux Galápagos en 1959 s'est considérablement rétréci : il n'est pas constitué par le parc national (la FCD n'y disposant d'aucun moyen de contrôle ni de surveillance, celui-ci échappe à son pouvoir), mais seulement par l'enclave de la Station Darwin en son sein.

Pendant, cette base scientifique confère une importance certaine à la FCD. Car depuis qu'elles ont été "naturalisées" par le Nord, les Galápagos sont prises dans des réseaux scientifiques et conservationnistes internationaux : au moins 500 expéditions naturalistes étrangères ont eu lieu dans l'archipel depuis la création du PNG, et celui-ci fait partie du Patrimoine Mondial de l'UNESCO comme du réseau mondial de "Man And Biosphere". La possession de la Station Darwin garantit ainsi à la FCD une

rente de situation aux Galápagos, ces îles étant considérées, par les scientifiques comme par les organisations conservacionnistes internationales, comme sa chasse gardée. Cette rente est à la fois scientifique – l'institution filtre toute recherche naturaliste dans l'archipel – et financière, puisqu'elle dépend des fonds internationaux pour la conservation des Galápagos et, pour environ un tiers de son budget depuis 1992, de donations de touristes.

Malgré tout, le fait d'avoir participé à six des sept plans d'aménagement des Galápagos produits ces vingt dernières années prouve que la FCD est sans influence sur un Etat équatorien peu soucieux de conservation de la nature mais désireux de sauvegarder les apparences pour les fonds et la renommée touristique qu'elle procure.

## **Les multiples territoires nés du Parc National des Galápagos**

### *Le PNG, territoire des entreprises de tourisme*

Le tourisme est un processus social de relations, de transports, de communications : il est indissociable des réseaux. Cependant, si le tourisme est toujours réticulaire, ses effets sur les espaces et les sociétés sont très variables. C'est en se plaçant du point de vue des milieux récepteurs des flux touristiques que l'on peut différencier "tourisme de réseaux" et "tourisme territorial". Alors que le premier – aussi appelé "tourisme organisé" – tend à développer au maximum les potentialités économiques liées à l'usage conjoint de réseaux de transports et de communications contrôlés par des acteurs étrangers aux espaces parcourus, le "tourisme territorial" – assimilable à un certain écotourisme ou à la villégiature – s'efforce au contraire d'intégrer économiquement les visiteurs aux territoires dans lesquels ils séjournent<sup>3</sup>. Si ce dernier type de tourisme est aujourd'hui moribond aux Galápagos, le tourisme de réseaux qui y a été mis en place et récemment renforcé par l'Etat, avec l'appui de la FCD, peut être considéré comme un modèle du genre.

---

3. De sorte que les clivages entre ces deux modalités tiennent à un usage différent des réseaux constituant le tourisme. Le "tourisme de réseaux" en maximise le rendement : dans les transports, en jouant sur le renouvellement rapide de la clientèle ; dans les communications, en s'appuyant sur la publicité des médias vantant des lieux ou des espaces promus au rang de destinations touristiques ; dans les entreprises, en les reliant par des accords destinés à retenir la clientèle entre leurs mailles. Le "tourisme territorial", au contraire, vise à réduire l'importance des réseaux touristiques non contrôlés par les acteurs locaux, une fois le voyageur arrivé à destination. Cela afin que les bénéfices tirés du séjour des touristes profitent au mieux à ceux qui les accueillent, et que les visites perturbent le moins possible le milieu hôte : en limitant le nombre de visiteurs, en privilégiant la durée de leur séjour à leur passage rapide et très souvent renouvelé, en recherchant l'approvisionnement sur place, etc.

En effet, les visiteurs des Galápagos sont passés de 4 500 en 1970 à 55 800 en 1995 mais on estime que 10 %, au plus, des revenus du tourisme reviennent aux insulaires, tandis que le reste part entre les mains d'entreprises continentales ou étrangères et d'institutions publiques (Grenier, de Miras, 1994). Car les deux tiers des visiteurs étrangers des Galápagos (85 % des visiteurs du PNG en 1993-94 et, de loin, les plus solvables) y font seulement une croisière et ne passent pas plus de quelques heures dans un village. La plupart de ces touristes visitent l'archipel par l'intermédiaire d'agences de voyage dont les sièges sociaux sont, pour l'immense majorité d'entre elles, situés sur le continent (Grenier, 1996). Aux Galápagos, les entreprises continentales pratiquent le tourisme de réseaux jusque dans leur utilisation de l'espace : la plupart des croisières partent des deux aéroports de l'archipel et relient, sous la forme d'un circuit, plusieurs sites de visite du parc national avant de revenir à l'avion.

Ces entreprises de tourisme considèrent, elles aussi, le parc national comme leur territoire, dont les ressources utilisées sont les paysages, la faune et la mer. L'accès à ces ressources touristiques est régi de fait par le marché, et non par l'Etat : bien que chaque nouveau plan d'aménagement des Galápagos réaffirme la nécessité de limiter le nombre des concessions d'opération touristique dans l'archipel et fixe des quotas, ceux-ci sont aussitôt dépassés : il y avait 13 concessions en 1973, et... 88 en 1996 ! Par conséquent, le contrôle des ressources procurées par ce marché – ou ce territoire – touristique échappe également aux pouvoirs publics au profit des entreprises du champ, notamment celles dont les sièges sont extra-insulaires. Ces dernières ont progressivement évincé la plupart des armateurs locaux qui, grâce à la volonté initiale de l'Etat de faire du tourisme le moteur du développement insulaire, possédaient, en 1974, 80 % des places à bord des bateaux de tourisme naviguant dans l'archipel, contre moins de 20 % aujourd'hui (Grenier, 1996).

### *Territoires administratifs*

On est donc en présence d'un Etat schizophrène : d'un côté il affirme être responsable de la conservation des Galápagos, pour laquelle il réclame une aide financière des pays du Nord, et d'un autre côté sa politique de laissez-faire dans l'archipel mène celui-ci à une rapide dégradation tant écologique que sociale. Ces contradictions peuvent se comprendre si l'on considère que l'Etat équatorien n'est pas une entité homogène : le pouvoir politique qu'il est supposé incarner ou déléguer dans l'archipel a éclaté, et de multiples acteurs se le sont ré-approprié pour servir leurs intérêts particuliers. La transformation des Galápagos en "pôle du tourisme mondial", selon l'expression employée dans la loi de création du PNG, a bien permis leur intégration définitive à l'Equateur; mais en implantant ses

administrations dans l'archipel et en y créant régulièrement de nouvelles institutions, l'Etat a conduit ces entités publiques à s'y constituer des territoires qui échappent peu ou prou à son contrôle.

Aux Galápagos, l'argent circule principalement au sein de trois types de réseaux reliant l'archipel – toujours via l'Equateur continental – aux pays riches ou en forte expansion économique de l'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie orientale : ceux du tourisme, de la conservation et de la pêche d'exportation. Le fait que cette dernière soit clandestine, puisqu'illégal, renforce le caractère réticulaire de cette économie de type mafieux, souvent comparée à celle de la drogue : la corruption est alors un instrument banal de tractation économique, ce qui accélère la décomposition du pouvoir politique central.

Or la proie est appétissante : les revenus tirés du tourisme, des fonds internationaux pour la conservation et de la pêche d'exportation aux Galápagos représentent chaque année des dizaines de millions de dollars... Ainsi, en 1993, le chiffre d'affaire du tourisme aux Galápagos se monte à 35 millions de dollars (Grenier et de Miras, 1994). En 1994, on a pêché environ 60 tonnes d'holothuries par mois dans l'archipel : cette pêche aurait rapporté 1,25 millions de dollars aux Galápagos en deux mois, mais une tonne de ces échinodermes valait alors 2 millions de dollars sur le marché international ("*El Comercio*", 16-3-1995). Enfin, en juillet 1994, les sept programmes en cours sur la conservation des Galápagos avaient obtenu des fonds, octroyés par des organisations internationales (PNUD, BID, Banque Mondiale, etc.) ou par des pays du Nord au titre de la coopération (USAID, CEE, etc.), pour un total de 4 millions de dollars; et les crédits demandés et en cours de négociation étaient d'un montant dix fois plus élevé, soit 43,5 millions de dollars (Parra, 1994)...

Ces sommes expliquent la prolifération des entités administratives dans l'archipel (une quarantaine d'institutions en 1994), qui a commencé avec la provincialisation des Galápagos et pris de l'ampleur à mesure de leur développement. Ces îles sont donc passées, en moins de vingt ans, d'une situation de sous-administration à un trop plein d'institutions, dont les compétences se superposent et dont l'incompétence se cumule, comme commencent à le reconnaître certains experts internationaux (Machado *et al.*, 1994).

La "planification" est un moyen éprouvé pour prélever une part de cette manne, car elle permet à l'administration, ou à la commission qui en est responsable, de recevoir des crédits, nationaux ou internationaux. C'est ainsi que les gouvernements forment des commissions destinées à promouvoir le développement et la conservation des Galápagos, deux objectifs toujours liés dans la rhétorique officielle. Ces commissions sont investies par des

administrations qui se placent ainsi aux Galápagos ou y élargissent leur rayon d'action<sup>4</sup>.

Ces "prises de participation croisées" ont permis la constitution de réseaux institutionnels, où les responsables des administrations publiques ou des ONG présentes aux Galápagos côtoient des entrepreneurs et des militaires intéressés par une part de pouvoir dans les organismes gérant les fonds publics et internationaux destinés à l'archipel. Le rôle de ces réseaux de pouvoir est encore accru du fait que l'Equateur est un petit pays où, à l'exception des forces armées, au recrutement plus plébéien, tout le monde se connaît dans la classe dirigeante.

Chacune de ces institutions produit ses propres règlements qui viennent s'ajouter à ceux des Commissions nouvellement créées pour former un dense maquis administratif, où se perdent les bonnes volontés mais où prospèrent les contrebandiers de la loi. Aujourd'hui, aux Galápagos, il n'est pas une activité, de quelque ordre que ce soit, qui ne doive répondre de plusieurs règlements et administrations. Il est courant, dans ce pays hispanique au juridisme pointilleux, de faire sans cesse référence à "*la ley*", supposée donner le dernier mot à celui qui la met de son côté : or, il n'y a pas de "loi" mais des lois, et chacun des règlements sur lequel on s'appuie peut être invalidé par un autre acte juridique.

Or, c'est parce qu'elles sont présentes dans l'archipel que ces nombreuses entités publiques peuvent prétendre à une part de la manne internationale se déversant sur les Galápagos. Les flux financiers et touristiques circulant dans des réseaux et aboutissant aux Galápagos, territoire de l'Etat, sont filtrés par des institutions nationales installées aux péages d'accès de l'archipel, ports et aéroports ou bureaux du pouvoir à Quito et Guayaquil. Les territoires administratifs de l'archipel peuvent se réduire à des guichets, ils n'en assurent pas moins à ces acteurs institutionnels la possession "d'un droit d'accès, de contrôle et d'usage sur des ressources" financières tirées du PNG.

### **Quel territoire pour les oubliés du Parc National des Galápagos ?**

Le processus enclenché en 1959 a dépossédé les insulaires de leur territoire. Jusque dans les années soixante, les "colons" des Galápagos –

---

4. Par exemple, la Commission Permanente, créée en 1991 et chargée de l'application du 5ème plan d'aménagement des Galápagos (le "Plan Global"), regroupe huit organismes : le Ministère de l'Agriculture, l'"Institut National Galápagos" (la plus importante administration présente dans l'archipel), la Corporation Equatorienne de Tourisme, la Direction de l'Aviation Civile, la Direction Générale de la Marine Marchande (ces deux organismes étant contrôlés par les militaires), la *Fundación Natura* (la plus grosse ONG conservacionniste équatorienne), la Fondation Darwin et l'Association des Entrepreneurs Equatoriens du Tourisme.

selon la terminologie officielle de l'Equateur – vivaient de la pêche, de la chasse, de l'agriculture et de l'élevage, ou de rares emplois administratifs. Le territoire de ces habitants se divisait en deux zones aréolaires : au centre, sur les hauteurs des îles au vent, un "ager" de "minifundios"; et, dans une périphérie s'étendant à l'archipel entier, une "silva" où l'on allait pêcher et chasser le bétail marron, voire les tortues géantes.

Cependant, le milieu de ces habitants – au sens de "relation d'une société à l'espace et à la nature" (Berque, 1990) – n'est pas celui de l'"îlénité" (Bonnemaison, 1991) mais celui d'une insularité dépendante, matériellement et surtout idéologiquement, de l'Equateur continental. "*Hacemos patria*", "nous constituons la patrie" : ces colons revendiquent d'être "les frontières vives" de l'Equateur aux Galápagos. Bien qu'il n'y ait jamais eu d'"îliens" dans cet archipel, ses habitants ont cependant créé un milieu unique, celui des "Galapagueños" : des continentaux déracinés, s'adaptant plus ou moins bien à la vie sur ces îles austères.

Le bornage du PNG, achevé en 1975, ne laisse que 3 % de la superficie de l'archipel à ses habitants; de plus, l'Etat et les naturalistes leur interdisent tout usage du parc national, à l'exception de la pêche artisanale. Néanmoins, la mise en service du parc national a d'abord été bien accueillie par les "Galapagueños". Car, dans le but de coloniser l'archipel, les juntes militaires des années soixante-dix, puis les gouvernements populistes de la décennie suivante, ont favorisé l'implantation d'un tourisme que l'on pourrait qualifier de "territorial", parce qu'il est basé à terre et bénéficie aux insulaires. Mais ce type de tourisme et l'encadrement administratif, s'ils ont créé des emplois, ont également provoqué des migrations massives, à l'échelle de l'archipel, qui sont en train de faire disparaître le milieu des "Galapagueños", en proie à une "continentalisation" poussée.

Il y avait 2 300 habitants aux Galápagos en 1962 et au moins 12 000 en 1994 (Grenier, 1996) : la population a donc été multipliée par six en trente ans, et elle augmente aujourd'hui à un taux de 6,3% par an. Les Galápagos sont désormais complètement dépendantes d'un continent d'où tout est importé et auquel elles sont reliées par deux ou trois vols quotidiens et par un cargo hebdomadaire. Les migrants, chaque jour plus nombreux, s'entassent dans les premiers bidonvilles de l'archipel, apportent leur misère avec eux et se coulent dans les cadres administratif et urbain que l'Etat a voulu identiques à ceux du reste du pays. L'aspect des bourgades se modifie à vue d'œil : la délinquance, autrefois inconnue, a amené les habitants à placer des barreaux à toutes leurs fenêtres; les ordures s'amoncellent dans certaines zones du parc national contiguës aux villages, les eaux usées finissent en mer sans aucun traitement, le béton gagne dans un modernisme de façade, la circulation automobile augmente...

C'est pourquoi le "Plan Global de gestion touristique et de conservation des Galápagos" en vigueur depuis 1993, financé par le PNUD

et auquel la FCD a participé, a comme objectif de détourner les migrants potentiels des Galápagos en réduisant la part des revenus que la population locale tire du tourisme "territorial". Mais alors que les insulaires voient se tarir la source de leurs revenus touristiques, les migrations vers les Galápagos s'accroissent. Car le "boom" actuel de la pêche aux holothuries et aux requins attire dans l'archipel des migrants s'ajoutant à ceux qui persévèrent à vouloir y trouver un emploi dans un tourisme "territorial" en net déclin.

Or, cette pêche est dénoncée par la FCD et les entreprises de tourisme parce qu'en menaçant gravement des écosystèmes marins et littoraux très fragiles, elle ruine l'image de sanctuaire naturel des Galápagos, mythe qui constitue leur fonds de commerce. De sorte que la population insulaire est de plus en plus hostile au parc national, qu'elle considère comme le territoire des naturalistes et des entreprises de tourisme : sur l'île d'Isabela, où les touristes sont rares et où les habitants vivent de façon croissante de la pêche d'exportation, 80 % des enquêtés pensent que le PNG est trop étendu et 73 % d'entre eux veulent user à leur guise des ressources qui s'y trouvent (Grenier, 1996).

Il s'agit bien là d'une lutte pour un territoire : les pêcheurs insulaires et leurs relais continentaux d'un côté, les entreprises de tourisme et les naturalistes de la FCD de l'autre, se disputent les "droits d'accès, de contrôle et d'usage sur les ressources" situées dans le PNG. Cette lutte commence à avoir des manifestations que la médiatisation des Galápagos rend spectaculaires. Ce fut le cas, par exemple, lors de l'incendie qui ravagea le sud d'Isabela en avril-mai 1994 : on découvrit alors qu'une centaine de tortues géantes de l'espèce locale avaient été massacrées. En s'attaquant au symbole de la conservation de la nature aux Galápagos – la tortue géante, emblème à la fois de la FCD et du SPNG – cet acte de "terrorisme écologique" de la part d'une population aux abois exprime sa volonté, à travers une pêche d'exportation gravement dommageable pour les écosystèmes insulaires, de regagner un territoire dont elle est exclue par des usagers étrangers à ces lieux, des touristes et des naturalistes pour la plupart occidentaux.

## **Les réseaux contre les territoires**

Aux Galápagos, l'Etat équatorien a définitivement assis sa souveraineté sur ces îles par la constitution d'un parc "national", qui sert à drainer chaque année vers l'archipel des fonds internationaux pour conserver la nature, des dizaines de milliers de touristes et des centaines de migrants. Les institutions équatoriennes présentes aux Galápagos, les entreprises de tourisme et la FCD captent des millions de dollars par an du seul fait d'être

situées sur ce territoire équatorien, et d'être connectées aux réseaux dans lesquels circulent ces fonds et ces personnes. Elles s'attribuent de la sorte non pas "une portion d'espace" – le PNG est le territoire de l'Etat équatorien – mais des "droits stables d'accès, de contrôle et d'usage portant sur tout ou partie des ressources qui s'y trouvent". L'intégration des Galápagos au territoire équatorien s'est donc transformée en désintégration de l'action régulatrice de l'Etat dans l'archipel.

Au-delà de l'Equateur, l'affaiblissement du politique semble bien être un phénomène en cours dans la plupart des pays soumis à la mondialisation d'une économie fonctionnant chaque fois plus sur le mode des réseaux et au détriment des pouvoirs politiques territoriaux. Plus exactement, il s'agit, pour ces pouvoirs publics, d'utiliser leur maîtrise des territoires, même si celle-ci est plus théorique que réelle, pour tirer profit des flux de capitaux transitant par ces réseaux économiques transnationaux.

Car tandis que les Etats et la plupart des collectivités territoriales sont basés sur une spatialité aréolaire<sup>5</sup>, l'économie mondiale l'est chaque fois davantage sur un mode réticulaire. Et la dynamique du capitalisme, désormais supérieure à celle des systèmes sociaux fondés sur des territoires aréolaires, leur impose de s'adapter à cette économie réticulaire. Cela conduit à la progressive désagrégation de ces territoires au profit de la connexion aux réseaux du capitalisme de ceux de leurs lieux présentant un intérêt économique<sup>6</sup> (ce qui peut conduire à l'organisation de tout un espace), les

---

5. Toute société participe à la fois de l'ancrage dans un territoire (y compris les diasporas : cf. Bruneau, 1994) et du mouvement grâce à des réseaux qui véhiculent hommes, produits et idées. Mais de ces deux pôles, c'est presque toujours le premier qui prime dans l'organisation sociale : les "routes des pirogues" de Vanuatu prouvent, certes, que certaines sociétés traditionnelles ont un espace largement réticulé ; toutefois, le pendant de "la pirogue" y est "l'arbre", enraciné dans un territoire stable (Bonnemaison, 1986).

6. "Si le territoire est malmené, si sa fonction politique est blessée, l'ordre de l'espace qui en dérive est articulé en lieux de coordination et en nœuds de réseaux. Aussi les formes nouvelles épousées par la régulation économique inventent-elles une nouvelle grammaire de l'espace, dont on peut suggérer qu'elle réhabilite le lieu au détriment du territoire, et qu'elle substitue la coordination au bornage (...), le contrôle politique de l'espace s'apparentant, de plus en plus, à une lourdeur dépossédée de vertus économiques" (Badie, 1995, p. 182). D'après cet auteur, "la fin des territoires" permettrait ainsi à "l'individu de gagner en responsabilité et en vertu inventive de solidarités nouvelles"... (*op. cit.*, p. 257).

D'après une certaine idéologie, les entreprises, sous couvert de "l'individu", sont censées suppléer à toute forme d'organisation sociale et territoriale collective, à la chose publique ou République, au bien ou patrimoine commun. Selon cette idéologie, ce sont les entreprises qui devraient organiser l'espace, dans lequel les lieux "coordonnés" par leurs réseaux — c'est-à-dire en fonction d'intérêts économiques particuliers et, la plupart du temps, étrangers aux habitants de ces lieux — seraient "réhabilités" par rapport aux territoires communs, obsolètes parce que sans rentabilité économique.

Aux Galápagos, cela reviendrait à confier officiellement la "responsabilité" d'un Patrimoine de l'Humanité aux entreprises de tourisme ou de pêche ; or, la débâcle de la conservation de la nature dans l'archipel vient précisément de que ce sont elles qui en assurent la gestion de

autres étant – provisoirement ? – délaissés. Ce sont alors les sociétés qui passent, à différentes échelles, d'une assise territoriale aréolaire à une organisation spatiale en réseaux, destinés à favoriser la circulation des biens et des personnes entre certains lieux privilégiés. Ces réseaux sont l'un des principaux facteurs d'uniformisation géographique : ils réduisent la diversité des façons d'habiter la planète, de s'approprier "une portion de l'espace" terrestre, de la territorialiser.

L'implantation de relais de ces réseaux transnationaux ou transrégionaux sur un territoire donné permet donc aux acteurs qui les mettent en place, ou en profitent, de s'approprier ses ressources, bien qu'ils soient étrangers. Les "Galapagueños" se retrouvent ainsi aliénés sur leur propre sol par des acteurs obéissant à des logiques dépassant de loin le cadre de leurs îles : ils n'ont plus de territoire. Il faudrait d'autres mots pour dire leur souffrance mais, en tant que géographe, je ne peux que déplorer ici de voir ainsi se réduire la diversité terrestre.

## Bibliographie

- BADIE, B. 1995, *La fin des territoires*, Paris, Fayard, 276 p.
- BERQUE, A. 1990, *Médiances. De milieux en paysages*, Montpellier, RECLUS, 159 p.
- BERQUE, A. 1996, *Être humains sur la Terre*, Paris, Le Débat/Gallimard, 212 p.
- BONNEMAISON, J. 1986, *Les fondements d'une identité : Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*. Paris, Orstom, tome 1, L'Arbre et la pirogue, 540 p.
- BONNEMAISON, J. 1991, "Vivre dans l'île. Une approche de l'identité océanienne"; *L'Espace géographique*, n° 2. Paris, Doin.
- BRUNEAU, M. 1994, "Territoires de la diaspora grecque pontique", *L'Espace géographique* tome XXIII, n° 3. Paris, Doin, p. 203-216.
- DOLLFUS, O. 1990, "Le Système Monde, *Géographie Universelle*, tome I, *Mondes Nouveaux*. Paris, Hachette, p. 273-529.
- DORST, J. 1959, *Rapport sur une Mission en Equateur concernant l'établissement d'une station de recherches "Charles Darwin" dans les îles Galápagos*, Paris, UNESCO, 35 p.
- DORST, J. 1974, "Parcs et réserves insulaires"; *Deuxième Conférence Mondiale sur les Parcs Nationaux*, Morges, UICN, p. 298-307.
- EPLER, B. 1987, "Whalers, Whales and Tortoises"; *Oceanus*, vol. 30, n° 2. Woods Hole, MA, Woods Hole Oceanic Institution, p. 86-92.
- GODELIER, M. 1984, *L'idéal et le matériel*. Paris, Fayard, 349 p.

---

fait... Aux Galápagos, les pouvoirs publics n'ont pas les moyens de conserver l'intégrité territoriale du Parc, car la "lourdeur" du contrôle politique de l'espace à protéger n'a pas de "vertus économiques" : effectivement, le parc national est un patrimoine commun, pas (encore) une propriété privée. Le modèle fondateur de cette conception du territoire peut être recherché du côté du mouvement des "enclosures" de l'Angleterre pré-industrielle : on la retrouve, sous un titre faisant référence à cet épisode historique, chez un auteur partisan de confier la conservation de la nature à la libre entreprise : "The Tragedy of Commons" (Hardin, 1968).

- GRENIER, C. 1994, "De l'espace marginal à l'espace pionnier frontalier : ouverture et attraction des Galápagos", *L'Espace géographique*, t. XXIII, n° 3. Paris, Doin, p. 250-262.
- GRENIER, C., et de MIRAS, C. 1994, "Les Galápagos : du mythe d'un espace vierge au partage disputé de la rente", *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 30, n° 4, Paris, Orstom, p. 645-666.
- GRENIER, C. 1995, "Les naturalistes et les Galápagos", *Géographie et cultures*, n° 13, Paris, L'Harmattan, p. 107-132.
- GRENIER, C. 1996, *Réseaux contre nature. Conservation, tourisme et migrations aux îles Galápagos (Equateur)*, thèse de doctorat de l'Université Paris I, 767 p.
- HARDIN, G. 1968, "The Tragedy of Commons", in DALY, H. E. et TOWNSEND, K. N., dir : *Valuing the Earth*, Cambridge, Mass. (1993), The MIT Press, p. 127-143.
- HUXLEY, J. 1964, "Charles Darwin : Galápagos and After"; R. Bowman, dir. *The Galápagos. Proceedings of the Galápagos International Scientific Project*, Los Angeles, University of California Press, p.3-9.
- LARREA, G. 1982, *Patrimonio Natural y Cultural Ecuatoriano*, Quito, Banco Central del Ecuador, 456 p.
- MACHADO, A. et al. 1994, *Diagnóstico de situación de las islas Galápagos y recomendaciones para su gestión ambiental*, Bruxelles, Commission des Communautés Européennes, 187 p.
- MOREANO, A. 1991, "El sistema político en el Ecuador contemporáneo", *Nueva Historia del Ecuador*, vol . 11. Quito, Corporación Editorial Nacional, p. 181-221.
- NICHOLSON, M. 1973, *La révolution de l'environnement*, Paris, Gallimard, 465 p.
- PARRA, D. 1994, *Inventario de acciones de asistencia y cooperación técnica internacional para Galápagos*, Quito, Comisión Permanente para las Islas Galápagos, 14 p.
- SILVA, P. 1992, "Las islas Galápagos en la historia del Ecuador", *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 12. Quito, Corporación Editora Nacional, p. 253-303.

Sous la direction de  
Joël BONNEMAISON, Luc CAMBREZY  
Laurence QUINTY-BOURGEOIS

# LA NATION ET LE TERRITOIRE

Le territoire, lien ou frontière ?

TOME 2



GÉOGRAPHIE



CULTURES

L'Harmattan

# SOMMAIRE

---

<b>Sommaire</b> .....	5
<b>Liste des auteurs</b> .....	7
<b>Introduction</b> : Luc Cambrézy.....	9
<b>Première partie : Conflits et rivalités territoriales</b> .....	17
1- Jean-François PEROUSE, Le Kurdistan : quel territoire pour quelle population ? .....	19
2- Elisabeth DORIER-APPRILL, Brazzaville : des quartiers pour territoire ? .....	37
3- Marc LAVERGNE, Sud-Soudan : guerre tribale, Jihad islamique ou genèse de la nation ?.....	51
4- Blandine DESTREMAU, Fragmentation territoriale et problème d'intégration : le cas palestinien .....	61
<b>Deuxième partie : Les constructions culturelles du territoire national</b> .....	73
5- Brigitte DUMORTIER, Le Gaeltacht : un espace culturel protégé (Irlande).....	75
6- Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH, L'Afrique du Sud, ou la patrie utopique .....	83
7- Philippe PELLETIER, Le territoire surinsulaire japonais : approche géopolitique .....	103
8- Anne-Marie FRÉROT, Territoires nomades en devenir. Questions à propos de l'urbanisation d'un espace nomade (Mauritanie).....	113
9- Stéphane de TAPIA, Ulus et Yurt, Millet et Vatan, territoires nomades et migrations de mots. Éléments pour une discussion de la conception turque du territoire .....	125
10- Anne GAUGUE, "La maison des ancêtres". L'exposition des territoires dans les musées privés d'Afrique tropicale .....	139
11- Esther KATZ et Jean-Claude NGUINGUIRI, Clans, ethnies et Etat : partage et conflit dans l'appropriation de l'espace au Kouilou (Congo)..	149
<b>Troisième partie : Pouvoir et territoire</b> .....	163
12- Emmanuel SAADIA, Systèmes électoraux et territorialité en Israël .....	165
13- Jean RADVANYI, Les nouveaux territoires des Russes .....	177
14- Alain GASCON, Partager une terre sainte. Erythrée unitaire, Ethiopie fédérale .....	185
15- Jean-Luc MAURER, Singularités et paradoxes territoriaux en Indonésie. De l'ambivalence des frontières dans un cadre de diversité insulaire ....	211

16- Gilbert DAVID, Du village à la construction de l'Etat : l'agrandissement de la territorialité dans le Pacifique.....	235
17- Christophe GRENIER, Le Parc National des Galápagos : un territoire disputé .....	253